Nouvelles d'Europe. Mai 2013. N° 1319

**L’austérité budgétaire européenne est remise en cause**

**François Vié.** Chronique hebdomadaire d’actualité sur l’Union européenne. Diffusion sur Radio PFM (99.9)

Les chroniques peuvent être écoutées et lues sur **nouvellesdeurope.com**

Mai 2013.

Les Européens souffrent de l’absence de relance économique. Le taux de chômage en zone euro est de 11,9 % de la population active. La question sociale devient politique. Le Parlement portugais a refusé la dernière vague de mesures d’austérité. L’Italie a fait face aux législatives, à une véritable fronde orchestrée par Pepe Grillot. En France une opposition de gauche se forme contre l’austérité.

C’est que, sous la houlette de l’Allemagne et de l’Union européenne, la priorité dans les pays de la zone Euro est mise sur la réduction du déficit budgétaire, dans le but de réduire la dette publique. Les restrictions budgétaires privent les Etats, comme l’Union européenne, des moyens d’opérer une relance.

Cette politique est de plus en plus critiquée.

La réunion des ministres des finances du G20 le 19 avril à Washington, a permis de constater que la zone Euro a ramené son déficit public entre 2010 et 2013, de 6,2% à 2,9%. Mais la réduction de la dette ne suit pas, dépassant 90% du PIB. La zone Euro restera en récession en 2013. Pendant ce temps, les Etats-Unis et le Japon soutiennent leur croissance en faisant tourner la planche à billets, ce que se refuse à faire la BCE. La croissance aux Etats-Unis sera de 2% en 2013. Dans les pays émergents elle atteindra 5% et en Chine, 8%.

Christine Lagarde, directrice générale du FMI, a demandé aux Européens d’adopter des politiques moins restrictives pour ne pas entraver la reprise de l’Union, première puissance commerciale du monde. Elle demande aux pays européens qui le peuvent, c'est-à-dire principalement l’Allemagne, de faire de la relance en augmentant leur consommation.

En Europe, la France et l’Italie plaident pour un assouplissement des objectifs de réduction des déficits assignés par l’Union européenne. De plus en plus de personnalités européennes infléchissent leur discours : Olli Rehn, Commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Martin Schulz, président du Parlement européen et tout récemment José-Manuel Barroso, le Président de la Commission, sont allés dans ce sens.

Mais les Européens restent divisés sur les remèdes à apporter à la zone Euro. Le Conseil européen des 14 et 15 mars devait rechercher les moyens de concilier discipline budgétaire et perspectives de croissance. Il y a échoué. L’Allemagne considère que l’austérité est un point de passage obligé pour retrouver compétitivité et croissance. Elle exclut aussi toute politique de change impliquant une politique monétaire inflationniste. L’Europe ne se donnera pas non plus les moyens d’une relance massive par le budget ou par l’emprunt européen.

De fait, l’Europe adapte aux réalités sa stratégie de sortie de crise. Les calendriers de retour de chaque pays dans les critères de 3% maximum de déficit budgétaire sont assouplis : plus 2 ans pour la Grèce, la France, probablement l’Espagne ; plus 1 an pour le Portugal, l’Irlande, les Pays-Bas. Pour certains observateurs c’est insuffisant. La question de fond pour redresser l’économie européenne est la compétitivité. Pour cela il faut faire des réformes structurelles qui toucheront la formation, la recherche, le marché du travail, les retraites, la fiscalité. Or le poids des réformes peut difficilement se cumuler avec celui de la rigueur budgétaire.

Pour Jean Pisani-Ferry, de l’Institut Bruegel, les Européens devraient, plutôt que de s’imposer des critères rigides, dialoguer pour trouver une stratégie commune : plus de souplesse budgétaire aujourd’hui, tout en définissant ensemble les politiques économiques d’avenir.